

## BIBLIOGRAPHIE

Philippe MIOCHE, *L'alumine à Gardanne de 1893 à nos jours. Une traversée industrielle en Provence*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1994, 179 p., Préface d'Emile Témime, ouvrage publié avec le parrainage d'Aluminium Pechiney.

On connaît les nombreux ouvrages et articles de Philippe Mioche, professeur d'histoire à l'université de Provence, titulaire de la chaire Jean Monnet d'histoire de l'Europe, sur l'histoire économique et industrielle nationale. C'est un objet plus délimité et régional qu'il a choisi d'analyser dans cette nouvelle parution : l'usine d'alumine de Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, devenue Pechiney, et aujourd'hui centenaire.

Elles ne sont pas nombreuses, en Provence, les entreprises qui, ayant « traversé » le siècle, sont toujours bien vivantes. Et bien peu ont fait l'objet d'études historiques aussi fournies. Le premier intérêt de cet ouvrage est de donner à voir la vie d'un établissement industriel depuis sa création et sous toutes ses facettes, en particulier techniques et sociales. Un parcours qui prend d'ailleurs la forme d'une spirale, avec le retour – apparent – dans les années 1970, à la situation de départ : comme en 1893, le site de Gardanne, est aujourd'hui le seul à produire de l'alumine sur le territoire national, après la fermeture de celui de Marseille-La Barasse. Mais, entre ces deux états, des mutations profondes, que l'ouvrage examine avec beaucoup de précisions, ont bouleversé l'entreprise : intégration de l'usine primitive dans des groupes nationaux (Alais Forges et Camargue, puis Pechiney Ugine Kuhlmann, nationalisation de 1981), modernisation permanente des techniques de fabrication, depuis l'adoption, après quelques hésitations, du procédé Bayer, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au « séisme »

récent dû au remplacement progressif de l'alumine métallurgique (pour la production d'aluminium) par les « aluminés techniques » destinées à bien d'autres usages. L'évolution du personnel et de sa composition est extrêmement significative. Alors que les premiers temps voient une présence écrasante des ouvriers, effectuant un travail très pénible et souvent victimes d'accidents (comme celui du 31 mai 1932 qui fit 7 morts et 18 blessés), cette catégorie ne représente plus 37% de l'ensemble des salariés en 1992. L'évolution des relations sociales dans l'entreprise, analysées avec soin, reflète cette situation, mais aussi, de manière non mécanique, les grandes tendances nationales. On le voit, cette histoire globale d'un lieu de production ne néglige aucun domaine et fournit de nombreuses données factuelles, techniques, économiques et sociales, obtenues à partir de sources de première main, issues d'entretiens ou des archives de l'entreprise.

Mais un apport important de cette étude est aussi la tentative de penser un « modèle gardannais », original et distinct de celui des entreprises phocéennes. Modèle industriel et économique d'abord, qui souligne l'existence d'une industrie provençale indépendante du trafic portuaire marseillais. Ce « contre modèle » intérieur se caractérise par l'exploitation des ressources locales, la proximité recherchée des sources d'énergie et des matières premières (bauxite du Var, lignite de Gardanne), la diffusion des produits sur le territoire national. Le cas n'est pas unique en Provence au XIX<sup>e</sup> siècle : pour n'en donner qu'un exemple, citons celui, opportunément rappelé, de l'usine de soude de Rassuen à Istres, alors l'une des plus importantes entreprises chimiques du département. Ce « modèle gardannais » tend à s'estomper, au cours des années 1970, avec les tonnages de plus en plus élevés de bauxite importée qui remplace totalement le minerai varois à partir de 1990. Cette spécificité gardannaise est sans doute à l'origine des décalages, constatés à plusieurs reprises, avec les mouvements sociaux nationaux et régionaux. Ainsi, pour la grève de juin 36, déclenchée après la signature des accords Matignon, ou celle de 1938, qui précède de quelques mois l'action nationale de novembre. Si la situation à la Libération est éloignée des aspects radicaux des « réquisitions » marseillaises, certaines aspirations cogestionnaires ne sont pas sans les rappeler. Le décalage régional ne disparaît que tardivement, dans les années 1960 et surtout à partir de mai 1968.

S'il souligne les spécificités gardannaises, l'auteur insiste tout autant sur les ressemblances avec les autres entreprises méditerranéennes, en particulier en matière de migrations : les immigrés constituent au départ la principale main d'œuvre. Le « modèle gardannais » renvoie donc bien ici à un modèle méditerranéen plus classique. L'entreprise, comme celles de Marseille, est à la fois un pôle de convergence des migrations et le lieu d'une intégration dont sont mis en évidence les effets. Les difficultés de l'insertion sociale ne sont pas celles que l'on attendait et concernent surtout l'usine elle-même dans une ville dominée par les activités minières.

Les développements sur les aspects les plus récents de l'entreprise ne sont pas les moins intéressants. Ceux sur la politique de formation du personnel, enjeu essentiel en période de grande mutation technique, sont passionnants. Et,

en des temps où les idées toutes faites sur l'immobilisme de l'Éducation nationale font florès, voici un exemple précis et concret de coopération entre une entreprise et un établissement d'enseignement public, le lycée d'enseignement professionnel d'Istres, qui se traduit par une véritable et fructueuse « épopée de la formation ». Un élément dans cette « réflexion indispensable sur le futur » à laquelle nous incite l'ouvrage de Philippe Mioche, ainsi que le souligne Emile Temime dans sa *Préface*.

Bien illustrée, enrichie de nombreux plans, cartes, graphiques et photographies, cette publication est aussi le fruit d'un travail d'équipe, avec la participation de Catherine Descamps, Christophe Gimeno, étudiants en maîtrise, Olivier Raveux, étudiant en doctorat, et Jean Domenichino, docteur en histoire, auteur de nombreux travaux sur l'histoire industrielle régionale et nationale. C'est le type d'étude, qui, bien conduite, et avec des objectifs bien délimités, est indispensable à une meilleure connaissance du tissu industriel régional. Elle met en évidence tout l'intérêt et l'urgence de la collaboration des chercheurs et des entreprises pour une histoire de l'industrie régionale, trop souvent freinée par des réticences totalement injustifiées, qui mettent en péril la mémoire d'un monde du travail dont des pans entiers disparaissent tous les jours. Souhaitons que l'esprit d'ouverture de la direction d'Aluminium Pechiney, qu'il faut saluer ici, puisse servir d'exemple.

R. MENCHERINI

Marc SIGNORILE, *Musique et société : le modèle d'Arles à l'époque de l'absolutisme (1600-1789)*. Genève et Paris, Minkoff, 1993. 321 pages.

Le livre de Marc Signorile fait partie d'une collection sur la vie musicale dans les provinces françaises. Dans le site d'Arles, l'auteur se propose de montrer la place et les caractères de la musique et des musiciens aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Non pas seulement dans les aspects techniques et esthétiques, mais dans les aspects sociaux, dans le monde de la cité arlésienne. L'ouvrage comprend quatre parties et douze chapitres. La première partie traite de « La maîtrise de la cathédrale. Maîtres et enfants », la deuxième, toujours sur la maîtrise de la cathédrale, porte sur « Les voix d'adultes et les instruments », la troisième nous mène « Du modèle versaillais au plain-chant des paroisses », la quatrième enfin fait sa place à « La musique profane ». La musique sacrée bénéficie donc de développements particulièrement importants. Les archives sont en effet fournies, avec notamment la série G des Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Il est plus difficile de découvrir des précisions sur la musique profane. Marc Signorile ne s'est pourtant pas laissé arrêter par l'obstacle, et a réussi à faire sortir de l'ombre de nombreuses facettes de cette activité par une fouille patiente à la recherche des documents.

La maîtrise de la cathédrale Saint-Trophime est le centre essentiel de la musique religieuse. Ses effectifs évoluent de 17 personnes en 1656 à 24 à la veille de la Révolution. Au personnel en titre, s'adjoignent quelquefois des musiciens de passage. Ce personnel est d'origine géographique assez variée, avec des différences selon la fonction. Par exemple, les maîtres de chapelle, pour 37 cas connus, sont arlésiens à raison de six, provençaux non arlésiens pour neuf d'entre eux, comtadins pour huit, languedociens pour trois, le reste venant d'un peu partout. Ces musiciens sont souvent des ecclésiastiques (prêtres ou clercs tonsurés), mais aussi des laïcs. Certains sont très mobiles, et font un court passage à Saint-Trophime, qui est ainsi l'un des degrés d'une carrière régionale ou nationale. D'autres sont plus stables. Les gages, différents suivant les attributions, s'élèvent du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais ne sont pas dans l'ensemble très considérables. Il est vrai qu'ils sont complétés par le logement et la nourriture.

La maîtrise comprenait de quatre à huit enfants de chœur, le plus souvent six. Ces enfants, recrutés pour la qualité de leur voix entre six et onze ans (surtout sept à huit ans), étaient issus en petit nombre de la bourgeoisie arlésienne, et en grand nombre des milieux artisanaux. Ils étaient logés, nourris, habillés, soignés, et instruits non seulement dans l'art du chant, mais aussi dans les rudiments, le latin, quelquefois le grec, bien entendu le catéchisme, et pour certains d'entre eux la formation se complétait par l'apprentissage d'un instrument. Belle occasion pour des enfants de modeste origine de faire des carrières de musiciens.

Les choristes étaient toujours des ecclésiastiques qui dirigeaient le chœur. Les chanteurs allaient des voix graves (basse-contre) aux barytons (basse-taille ou concordants) et aux voix aiguës (ténors et haute-contre).

Les instrumentistes étaient l'organiste, les cornettistes (le cornet à bouquin apparaît dès le XVI<sup>e</sup> siècle), les serpentistes, violistes, violoncellistes et violonistes. Il est remarquable de constater à Arles, dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, des violes dans la maîtrise, alors qu'elles apparaissent en 1626 seulement à Rouen, et en 1640 à Aix. Naturellement, une évolution se produit sur les deux siècles, conformément à l'évolution générale : disparition du cornet, violoncelles et violons supplantant les violes.

Le répertoire de la maîtrise est connu pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce à trois inventaires de 1736, 1749 et 1760. Il fait leur place à la fois à des compositeurs d'envergure nationale (Campra, Delalande, Desmaret, Bernier, Mondonville, d'autres encore), à des compositeurs dont la carrière fut surtout régionale (Poitevin, Pellegrin...), enfin à des Arlésiens, qui furent souvent maîtres de chapelle à Saint-Trophime (Aubert, Desrozier, Clavis, Villeneuve, Hugues, Vallière...). Tout en se conformant au modèle français, le chapitre ne néglige donc pas les productions locales. La diffusion du motet versaillais est notable, et le style polyphonique, comme ailleurs, cède définitivement la place au style concertant dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (ce que Marc Signorile appelle la mondanisation de la musique religieuse). Toutefois, le répertoire ne comporte pas de maître étranger.

Par ailleurs, la musique sacrée se réduit au plain-chant dans les paroisses et les couvents de l'archidiocèse. Pourtant, on relève la présence d'un orgue à Arles même chez les dominicains et les carmes, également à Martigues, et dans les collégiales de Beaucaire et de Salon.

La musique profane se laisse appréhender plus difficilement dans les sources. Mais elle jouait un rôle important d'abord à l'échelon municipal lors des fêtes (entrées de hauts personnages, proclamations de paix, victoires, événements survenus dans la famille royale...). Le corps municipal arlésien recrutait alors des joueurs de trompettes, fifres et tambours, des joueurs de violon et de hautbois, et des joueurs d'instruments provençaux (galoubets, tambourins).

Il n'y avait pas d'opéra à Arles, et l'on devait s'y contenter des tournées de troupes voisines. Mais on avait recours à des musiciens dans certaines circonstances : représentations théâtrales du collège des jésuites, soutenances de thèses. Des associations privées se procuraient aussi des intermèdes musicaux. Quant à l'Académie de musique d'Arles, fondée en 1715, elle était formée de professionnels et d'amateurs. Elle tomba en sommeil après la peste de 1721. Refondée en 1729, elle disparut en 1730, et l'on ne sait pas grand-chose d'elle.

La pratique privée se laisse voir à travers divers recueils et à travers des inventaires de bibliothèques. Elle concerne un public arlésien noble et bourgeois, aux goûts très conformes à ceux de la capitale, et qui n'est pas en retard sur les innovations parisiennes. L'opéra-comique se diffuse en même temps qu'à Paris. Les œuvres retrouvées sont quelquefois en partitions séparées, ce qui permet de supposer leur exécution effective. Ici, les musiciens français (Rameau, Philidor, Monsigny, Grétry, Couperin, et bien d'autres) voisinent avec des compositeurs étrangers (Corelli, Pergolese, Haendel, Haydn, Jean-Christien Bach, Stamitz...)

M. Signorile nous restitue ainsi, de façon vivante, le milieu musical d'une ville de province aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et nous révèle une effervescence culturelle bien réelle. Le texte s'accompagne d'un exposé des sources, d'une bonne bibliographie, et d'un index commode. On regrettera l'absence d'un petit glossaire des termes musicaux, et l'oubli de quelques fautes d'impression dans l'édition. On ne peut que recommander la lecture de cet ouvrage fortement documenté et agréable à lire.

Monique CUBELLS

Michel CHAZOTTES : *La Franc-Maçonnerie avignonnaise et vauclusienne au XIX<sup>e</sup> siècle*, Aix, Edisud, 1993.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la franc-maçonnerie retient l'attention des auteurs ; mais longtemps l'intérêt qu'on lui portait était excité en même temps que vicié par la passion. Les ouvrages qu'on lui consacrait prenaient souvent la forme de dénonciations virulentes de son influence occulte et néfaste, accompagnées de prétendues révélations sur les infâmes turpitudes et les com-

plots odieux tramés dans le secret des loges. Rien de tel dans le livre que Michel Chazottes a écrit sur la franc-maçonnerie d'Avignon et du Vaucluse mais une collecte soigneuse, voire minutieuse et probablement exhaustive, de tous les renseignements de première main qu'on peut découvrir dans les fonds locaux : archives municipales et départementales et bibliothèques, mais aussi nationaux : fonds maçonniques des Archives nationales, archives du Grand Orient et aussi la riche collection privée de la famille Alphanféry, sans oublier les journaux du temps.

Dans les 144 pages de cet ouvrage, se trouve ainsi rassemblée commodément une documentation finalement beaucoup plus abondante qu'on aurait pu l'imaginer, mise en relation, d'une part avec l'histoire de la franc-maçonnerie française, en général, et d'autre part avec l'histoire locale sur laquelle elle apporte beaucoup d'informations fort éclairantes.

Enrichie d'une iconographie abondante et émaillée de nombreuses citations, pourvue d'un index des personnages et des loges, cette étude très sérieuse et impartiale, est un instrument de travail dont il sera désormais impossible de se passer. On comprend que, dans sa préface, Alain Maureau exprime le regret de n'avoir pas pu en disposer au moment où il écrivait l'histoire politique du département, dans la récente *Histoire de Vaucluse*, dont le tome premier est paru quelques mois seulement avant l'ouvrage de M. Chazottes.

R. MOULINAS

Jacques GALZIN, *Evolution de la population des Cévennes durant neuf siècles*.  
Multigraphie, 70 p., cartes, graphiques. Chez l'auteur, 30 Généralgues

Conservateur honoraire des Eaux et Forêts, l'auteur de cet ouvrage qui touche à la fois la géographie, l'histoire, l'environnement, connaît parfaitement la région qu'il étudie, et s'est penché sur son passé. Il a cherché à étayer ses intuitions et observations de Cévenol et de forestier par des recherches poussées, non seulement de bibliographie, mais d'archives.

Son intimité avec le climat et la végétation – ajoutons qu'il vit au cœur de la célèbre bambouseraie ! – lui permet des rapprochements fructueux, dans l'espace et dans le temps. Il attribue à la présence ancienne et à l'exploitation du châtaignier l'existence d'une population relativement nombreuse, fournissant une main d'œuvre abondante, qui a permis l'implantation d'industries, sources de richesse. Mais ces habitants eux-mêmes vivaient pauvrement. Châtaignier, industrie, protestantisme sont, pour Jacques Galzin, les éléments caractéristiques qui marquent l'histoire des Cévennes.

Enrichi de cartes et de graphiques, ce travail aiguillonnera la curiosité de nombreux Provençaux originaires des Cévennes – dépeuplées au profit des régions voisines – et aussi celle des visiteurs de cette région, qui a désormais peu d'habitants mais attire de nombreux touristes.

Madeleine VILLARD

Georges REYNAUD, *Demeures et propriétés marseillaises de Pierre Puget*, Marseille, Cahiers du Comité du Vieux-Marseille, N° 63 et 64, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 1994, 121 p.

L'on regrette que cette étude soit publiée de façon plutôt fruste, et que son tirage soit pour l'essentiel destiné aux membres d'une association locale. Elle est fondée en effet sur de considérables dépouillements du minutier marseillais (la liste des actes notariaux inédits concernant P. Puget occupe quatre pages<sup>1</sup>) et rectifie nombre d'erreurs ou d'approximations accumulées et inlassablement répétées depuis plus d'un siècle.

La prétendue maison natale de l'Estaque-Riaux, célébrée par Cézanne en une toile qui serait un hommage au grand Marseillais, s'avère en fait située, comme P. Bertas l'avait déjà montré grâce aux mêmes sources, sur le tènement des ancêtres de l'artiste. G. Reynaud précise qu'elle a appartenu à son oncle Gaspard Puget. Pierre Puget a pu cependant séjourner en son enfance dans cette partie du terroir, car son père y avait conservé un « bastidon », qui échut par partage en 1644 à son frère aîné le maçon Jean Puget. Une autre erreur est rectifiée : la véritable maison natale, celle du quartier dit aujourd'hui « du Panier » (et autrefois « de Cavaillon ») dans le Vieux-Marseille, n'est ni celle du 23 rue du Petit-Puits, qui fut rasée en 1932, ni celle du 3 bis de la même rue, qui (comme ce fut le cas de la précédente) a porté jusqu'à ces derniers temps une plaque commémorative, mais l'immeuble angulaire qui existe toujours au 22 rue Puit-du-Denier, où l'on vient de transférer ladite plaque. G. Reynaud étudie aussi longuement le « pavillon de Fongate », donné à prix-fait par P. Puget en 1670 dans le quartier de ce nom qui venait d'être inclus dans l'agrandissement de la ville, et qui sera la demeure de l'artiste pendant la dernière partie de sa vie. L'édifice, mal entretenu par son petit-fils, fut partiellement démolí vers 1759 et disparut entièrement au XIX<sup>e</sup> siècle. L'on ne saurait donc le confondre, comme l'a fait jadis Pascal Coste, avec l'immeuble qui abrite le cours Saint-Thomas d'Aquin, lequel se révèle être l'ancienne bastide de Flotte. La chapelle Sainte-Madeleine, élevée par Puget sur une parcelle de sa propriété, disparut également au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

G. Reynaud étudie enfin la célèbre maison à pan coupé édifíée par P. Puget à l'angle des rues de Rome et de la Palud ; il a retrouvé l'acte d'achat du terrain (à noter que P. Puget s'y engage à remettre au vendeur un tableau) mais non le prix-fait, qui pourrait, me semble-t-il, avoir été conclu sous seing privé entre l'artiste et un de ses frères, Jean ou bien Gaspard. Il souligne que la tradition selon laquelle le buste du Christ du musée de Marseille aurait été initialement placé dans l'*oculus* de l'entablement ne date que du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle me paraît néanmoins mériter considération : F. Michel de Léon indique en

---

1. Rappelons que G. REYNAUD a publié dans *Provence Historique*, t. XLIV, fasc. 177, 1994, p. 367-394, les actes concernant la vie et les œuvres de l'artiste qu'il a retrouvés au cours de ses dépouillements.

effet en 1779 que cette niche renferme « une tête du Sauveur en ronde-bosse » (l'actuelle est en moyen-relief) ; il en a donné un dessin qui, en dépit de sa maladresse, s'avère très proche du marbre du musée Longchamp.

L'on s'arrêtera enfin sur les achats de carrières de pierre et en particulier de grottes. P. Puget en a possédé une dans la chaîne de l'Estaque, ainsi que la baume Rolland dans celle de Marseilleveyre ; il semblerait avoir utilisé les concrétions de la seconde pour quelques sculptures « en albâtre ». Un dernier chapitre étudie les propriétés des descendants et héritiers de l'artiste (les deux bastides « Pugette » du terroir et le château Bel-Air à Fongate) et donne quelques précisions sur le caveau familial où fut enseveli P. Puget à l'Observance.

Ces recherches dans les registres notariaux confirment amplement ce qu'André Villard écrivait en 1970 : « ces sources sont capitales pour l'histoire de l'artiste ; c'est en les exploitant que l'on a pu redresser à son sujet nombre d'erreurs et de légendes ». L'on peut d'autant plus déplorer le rayonnement confidentiel de leurs résultats que la commémoration du tricentenaire de la mort de P. Puget a suscité quelques textes de circonstance à la rédaction hâtive, qui remettent en circulation des affirmations que l'on aurait cru éradiquées<sup>2</sup>.

Régis BERTRAND

Danièle LARCENA et al., *La muraille de la peste, Les Alpes de Lumière/ Pierre sèche en Vaucluse*, 1993, 84 p. nombreuses ill.

Le « mur de la peste », ce *limes* sanitaire édifié dans le Comtat lors de l'épidémie de 1720-1721, avait fait naguère l'objet d'un article de S. Gagnière. Il est surtout ici le prétexte d'une étude minutieuse des méfaits du fléau dans quelques villages du Luberon, car les auteurs semblent avoir quelque peu succombé au mirage des archives et à la tentation du récit de la contagion. Le mur constitue pourtant une construction de pierre sèche datée avec une exceptionnelle précision ; il aurait mérité une analyse plus détaillée ; il pouvait être confronté à la fois aux autres types d'architecture vernaculaire de l'espace régional et aux retranchements que le génie était susceptible de construire lors des campagnes du temps. L'occasion d'écrire une page très neuve d'archéologie des temps modernes n'a pas été entièrement saisie mais l'ouvrage est bien mené et, abondamment illustré, il constitue une intéressante contribution à l'étude locale de l'événement.

Régis BERTRAND

2. Il n'est pas superflu d'en signaler une, car la brochure qui la colporte a été fort diffusée : le calendrier des manifestations de l'« année Puget », publié par le Comité marseillais du même nom, indique dans son tableau biographique : « 1680 à 1694 : à Aix-en-Provence, hôtels et couvent des Carmélites ». L'on aura profité à consulter les travaux d'un autre maître de l'enquête notariale : Jean BOYER, *L'architecture religieuse de l'époque classique à Aix*, Aix, 1974, p. 183-194 (pour la chapelle du Carmel, œuvre de Thomas Veyrier) et du même *Le patrimoine architectural d'Aix-en-Provence, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Aix, 1985, p. 159-181 (reprise d'une étude de 1965 sur « trois hôtels attribués à Puget »).



*Paris et ses campagnes sous l'Ancien régime. Mélanges offerts à Jean Jacquart.*  
Textes réunis par Michel BALARD, Jean-Claude HERVÉ et Nicole LEMAITRE,  
Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 379 p.

Le titre des *mélanges Jacquart* ne laisse guère soupçonner que deux sinon trois, des contributions qui y sont rassemblées concernent le Sud-Est. Marc Venard y étudie sous le titre « Prix et salaires dans le Comtat venaissin à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle » le tarif de la taxation de 1593-1594 (p. 109-116) ; François Lebrun analyse dans « la guerre de course en Méditerranée au XVII<sup>e</sup> siècle. Le rôle des renégats » (p. 263-268), l'aventure de Jean Bonnet, captif à Tunis en 1671, dont les souvenirs ont inspiré l'ouvrage d'Antoine Galland, *Histoire de l'échange d'un marchand de la ville de Cassis à Tunis* (J. Lebrun signale qu'une édition d'après le manuscrit original en a été procurée en 1993 aux éditions La Bibliothèque par C. Guénot et N. Vasquez). Enfin Bernard Javault révèle qu'« aux temps des Lumières, un aristocrate philanthrope "invente" le crédit agricole » (p. 357-362). Il s'agit du comte V.-M. de Riquet-Caraman, créateur en 1781 d'une « caisse d'avance » dans son fief situé à une vingtaine de kilomètres de Toulouse. L'étude s'accompagne d'un portrait rarement reproduit et peut-être inédit du dernier lieutenant du roi en Provence, dont le rôle en 1789 est bien connu.

R. BERTRAND

« *Que le bonheur habite dans les chaumières...* » *La vente des biens nationaux dans la Drôme*, préface de Jean Nicolas, Archives départementales de la Drôme, Valence, 1994.

Alors que l'histoire économique et sociale n'est plus guère à la mode dans l'historiographie de la Révolution française depuis quelques décennies, l'association « Histoire et Archives drômoises » vient se placer résolument à contre-courant des idées et des pratiques ambiantes. Résistance traditionnelle des Drômois à l'idéologie dominante, ou force tranquille des chercheurs au long cours qui savent les modes éphémères ? Toujours est-il que le travail réalisé nous invite à voyager dans les abbayes, les châteaux et les chaumières avant, pendant et après la Révolution, du Vercors au Diois et aux Baronnies, des plaines de la Galaure à celles de Valence et du Tricastin. L'itinéraire a été construit autour de questions précises sur l'étendue, l'histoire et l'impact de la vente des biens du clergé et de la noblesse émigrée dans le département.

Cette unité méthodologique est renforcée par une introduction de F. Hernandez et A. Sauger, et par une très utile synthèse des différents régimes de ventes et de la législation de 1790 à 1802 par Michèle Nathan-Tilloy, directeur des archives départementales. Ce projet d'études a mobilisé une douzaine de cher-

cheurs autour de la vente des biens nationaux dans un district (Nyons et Valence), dans un canton (Dieulefit), dans différentes communes (Montélimar, Donzère, La Garde-Adhémar, La Laupie, Les Granges-Goutardes, La Motte-de-Galaure, Taulignan, Tulette, Pierrelatte), ou encore de la vente des propriétés d'une abbaye comme celle de Léoncel. Cette variété d'approches, qui n'est pas exempte de quelques redites, permet d'abord de rendre compte de la richesse d'une série archivistique trop souvent négligée, la série Q. Celle-ci ne se contente pas d'offrir les procès-verbaux d'adjudication, d'estime et de vente des biens nationalisés, qui sont bien connus des spécialistes des transactions foncières et mobilières pendant la Révolution. Elle offre, aussi, une description des biens d'un châtelain ou d'un monastère avec, par exemple, l'aménagement du château, le paysage agraire et le type d'exploitation des sols que mettent bien en valeur ces recherches monographiques.

Prenons l'exemple du domaine, à la fois vaste et morcelé, de l'abbaye cistercienne de Léoncel étudié par M. Wullschleger. L'auteur montre bien la richesse de ces sources, notamment, des inventaires des biens, effectués par les officiers municipaux, et de leur expertise par le géomètre désigné par le district en 1790, soit plus de six siècles après la fondation du monastère. Lorsqu'à leur analyse s'ajoute l'étude du registre des recettes et dépenses commencé en 1739, de la liste des revenus féodaux et des baux de ferme, de l'expertise et de la vente des meubles du monastère, on mesure bien le parti que peut en tirer un spécialiste d'histoire religieuse. Quant à la vente proprement dite, qui s'étend sur quatre décennies, de 1791 à 1824 (voire jusqu'en 1832 pour les parcelles boisées), l'auteur fait apparaître les changements d'origine sociale des acquéreurs, même si, à toutes les époques, les spéculateurs étrangers n'eurent jamais gain de cause. Au début de la Révolution, l'achat collectif des paysans permit aux laboureurs et, souvent, aux fermiers d'emporter les enchères des biens situés dans la plaine, tandis que l'Empire et la Restauration voient l'entrée en scène des bourgeois du bas-pays qui placent leurs capitaux dans les terres montagneuses.

L'histoire de ce grand partage des terres a été celui d'un évident succès politique. Dès l'année 1790, les ventes aux enchères attirent une foule de prétendants au statut de propriétaire terrien ou à un agrandissement de leurs propriétés. La connaissance des réalités locales – cohésion de la communauté face aux intrus et affairistes de la région, de Paris ou de Marseille, antagonismes entre catholiques et protestants ou paysans et bourgeois – est ici particulièrement appréciable. Dans cette gerbe d'études portant sur la moitié des communes du département, les auteurs estiment que le transfert de propriétés a concerné 7% du territoire drômois. La faiblesse relative de l'implantation ecclésiastique est corrigée toutefois par la richesse des terres agricoles ; de même, la superficie nationalisée d'un terroir est très variable d'un lieu à l'autre, pouvant atteindre 44% à La Motte-de-Galaure.

L'analyse des conséquences sociales des mutations foncières révolutionnaires est prudente et nuancée. Les historiens de terrain savent l'importance des reventes et ont eu notamment recours au cadastre napoléonien pour mesurer leur

impact dans une plus longue durée. Leurs conclusions portent sur la recomposition du milieu des notables, la participation du « menu peuple » et la nouvelle structure foncière. Ils constatent, d'abord, que les grands négociants et les grands propriétaires attendent la législation du Directoire, avec les enchères de lots entiers au chef-lieu de département et non plus à celui du district, pour se porter acquéreurs tandis que les nouvelles bourgeoisies, issues de l'exploitation de la terre ou de l'administration mise en place par la Révolution, sont particulièrement en pointe dès le début des ventes. Ils notent ensuite que les artisans de village et les paysans pauvres n'ont pas été les exclus de cet extraordinaire marché foncier et qu'ils ont pu profiter ou su imposer parfois aux autorités de district le morcellement des terres. Des différences locales et cantonales peuvent faire naître, comme dans la Sarthe de Paul Bois<sup>1</sup>, des contrastes régionaux avec une paysannerie globalement satisfaite dans le nord du département et une paysannerie frustrée dans le Sud-Est et mûre pour la rébellion contre la République. Enfin, les auteurs observent en nuanciant l'étude classique de Philippe Vigier<sup>2</sup> que l'existence d'une grande propriété ou d'une micro-propriété au XIX<sup>e</sup> siècle est très souvent liée aux modalités de ventes des biens nationaux, à savoir l'absence de division des lots ou au contraire le morcellement des terres.

Les curieux d'histoire urbaine liront également avec profit les pages concernant l'action politique des municipalités dans l'acquisition de terrains intramuros et l'affectation des bâtiments ecclésiastiques aux principaux services publics. Enfin, il convient de saluer la remarquable illustration du livre qui, grâce au choix de ses gravures, plans et photographies, contribue à valoriser cette solide étude cartographique et statistique.

Christine PEYRARD

Robert LEVET, *Cet ascenseur qui montait à la Bonne Mère : l'histoire mouvementée du célèbre funiculaire de Notre-Dame de la Garde*. Marseille, P. Tacussel, 1992. 131 p., ill.

Robert LEVET, *La Vierge de la Garde au milieu des bastions : quatre siècles de cohabitation entre l'Église et l'Armée sur une colline de Marseille (1525-1941)*. Marseille, P. Tacussel, 1994. 229 p., ill.

On sait la place que tiennent le sanctuaire et le site de Notre-Dame de la Garde dans le sentiment religieux et l'imaginaire marseillais. Après les travaux de G. Arnaud d'Agnel et ceux, plus récents, de Françoise Hildesheimer, on pou-

1. *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, rééd. 1984.

2. *La Seconde République dans la région alpine. Etude politique et sociale*, Paris, 1963.

vait croire leur histoire faite. Les ouvrages publiés dernièrement par le P. Robert Levet, chapelain de la basilique, apportent cependant des compléments tout à fait dignes d'attention.

Le premier de ces ouvrages relate l'histoire du funiculaire qui a flanqué la colline de 1892 à 1974, y acheminant des multitudes de pèlerins et de promeneurs. Au terme d'une recherche menée avec persévérance jusque dans le nord de la France, le P. Levet a retrouvé, oubliés dans une cave marseillaise, les dossiers de l'un des derniers administrateurs de la « Société anonyme de l'Ascenseur de Notre-Dame de la Garde », dont il nous restitue les vicissitudes. Cette société était née de la rencontre de l'ingénieur Émile Maslin, qui avait conçu le projet, et de l'un des entrepreneurs de travaux publics les plus considérables de l'époque, Jean-Élie Dussaud, qui fut son premier président et dans la parenté de qui elle est demeurée jusqu'à la fin. Construit sur des terrains privés, « affaire de famille » complètement indépendante de la basilique, l'ascenseur n'a jamais reçu la moindre subvention, mais n'a pu résister à la concurrence de l'automobile. Sa fréquentation commence à décroître dans les années 1950, l'exploitation est arrêtée en 1967. Le massif portant le sommet de la rampe, la passerelle métallique longue de 80 mètres construite par la société Eiffel, qui avaient marqué de leur masse monumentale le panorama marseillais pendant plus de quatre-vingts ans, et les constructions annexes sont entièrement démolis en 1974, sans qu'on envisage sérieusement leur sauvegarde. Il s'en est fallu sans doute de quelques années...

À la différence de l'ascenseur, le fort construit sur la colline de la Garde vers 1536 par décision de François I<sup>er</sup>, l'un des tout premiers exemples français de fortification bastionnée, subsiste encore pour l'essentiel, bien qu'en bonne partie dissimulé et relativement ignoré. Alors qu'il semble aujourd'hui servir de socle à la basilique construite sous le Second Empire, à l'origine il enserrait complètement la chapelle existant dès le XIII<sup>e</sup> siècle, dont seule dépassait la pointe du clocher. Par une disposition sans autre exemple dans un ouvrage militaire, la chapelle est demeurée presque constamment accessible au public. Pour retracer l'histoire de cette cohabitation exceptionnelle de l'Armée et de l'Église sur le même site, le P. Levet est allé consulter à Vincennes les dossiers du Service historique de l'Armée de terre, jamais encore exploités à cette fin. Il en ressort que la présence religieuse, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est restée à la merci du bon vouloir de l'Armée, depuis le projet de Vauban d'inclure le fort dans une vaste citadelle, jusqu'aux pressions exercées aux grandes heures de la lutte anticléricale. Dans les reconstructions qui ont profondément transformé le site au XIX<sup>e</sup> siècle, bien des dispositions architecturales : pont-levis, échaugettes, larges terrasses... résultent non de choix esthétiques, mais des exigences très concrètes de l'autorité militaire, restée propriétaire des lieux jusqu'en 1941. Car, par un paradoxe assez étonnant, si le fort avait été mêlé aux troubles de la Ligue, de la Révolution et de la Commune, ainsi qu'à l'histoire littéraire (avec Scudéry, qui en fut gouverneur), il a fallu attendre que l'Armée s'en soit retirée pour qu'il se trouve impliqué dans des combats de défense nationale, à la Libération.

Par leur présentation avenante, la part faite à l'illustration, une écriture simple, sans discussions érudites, les deux livres du P. Levet se veulent accessibles à un large public. Néanmoins, par la méthode mise en œuvre, par les rappels pertinents du contexte historique général, par l'exploitation de sources nouvelles (et il faut mentionner aussi la place faite aux témoignages pour la période contemporaine), ce sont aussi de vrais livres d'histoire, illustrant parfaitement le fait qu'une tradition ne devient telle et ne s'enracine qu'à travers des évolutions profondes, si ce n'est des mutations.

Pierre SANTONI

*Correspondance Frédéric Mistral - Elzéar, François et Marius Jouveau (1877-1913)*, Aix-en-Provence, impr. Roubaud, 1993, 164 p.

Le genre de la *saga* félibréenne est encore à inventer. S'il existait un jour, il comprendrait à coup sûr un « cycle des Jouveau ». Tour à tour, en effet, Elzéar (1847-1917), François (1848-1908), Marius (1878-1949) et René (né en 1906) auront participé à la vie pittoresque du mouvement, présidé – pour les deux derniers – à ses destinées, et contribué amplement à sa production oratoire, journalistique et livresque. Dans la « maintenance » de l'esprit félibréen, subtil mélange d'amour de la *lengo nostro*, d'érudition et d'intrigues, de poésie et de périples gastronomiques, l'effort des Jouveau ne s'est jamais démenti depuis plus d'un siècle, et l'on en trouvera une nouvelle preuve dans la publication de ces correspondances.

Il s'agit de 123 lettres, cartes ou billets, dont 81 émanent de Mistral et 42 des Jouveau, rédigés presque toujours en provençal. On y voit un Mistral attentionné, prêt à écrire maintes lettres de recommandation mais distillant aussi, à l'occasion, de fermes remarques (telle, dans la lettre 118, la mise en garde contre les thèses faites à *touto zuerto*, c'est-à-dire à la va-vite), et l'on glanera là nombre de renseignements intéressants, surtout, le développement du *Museon Arlaten* et la revue *En Terro d'Arle*, dont Marius Jouveau fut le directeur de 1907 à 1912.

Dues à Marie-Thérèse Jouveau, les notes fournissent un certain nombre d'éclaircissements sur les personnages et les événements mentionnés, en citant des correspondances « latérales » conservées dans le fonds familial. Signalons toutefois la visée exclusivement félibréenne de ces gloses. Mistral parle-t-il du mariage de la reine du félibrige ? On nous précise dans quel hôtel fut servi le repas de noces, combien de spectateurs assistèrent à la course de taureaux et le montant du don offert par les *novi* à l'*escolo* locale (p. 130). Mais des mentions de Gervais de Tilbury (p. 98), Joseph Autran (p. 82), Villemain (p. 92) ou Carducci (p. 132), sous la plume du poète, ne suscitent aucun commentaire. Si deux pages de notes explicitent le *post-scriptum* de la lettre 54, en nous narrant

par le menu l'édition d'un recueil posthume de *Bremoundo de Tavascoun*, rien n'est dit sur le sujet même de la missive – la recherche de lettres de Vigny adressées à Mistral pour « un livre » de « M. Dupuy » : il n'est pas indifférent de savoir qu'il s'agit de la « somme » d'Ernest Dupuy, *Alfred de Vigny, ses amitiés, son rôle littéraire* (1914), où l'on trouve effectivement des pages précieuses sur les relations de Mistral et de l'auteur des *Destinées*. On leur adjoindra, désormais, la lettre 56 du présent recueil : le poète provençal y affirme son admiration pour *La mort du Loup*, confidence qu'il conviendrait de rapprocher, bien sûr, de l'importance du motif du loup et des hommes-loups tout au long de l'œuvre mistralienne.

Enfin l'index d'usage, dans les éditions de correspondances, manque : cette lacune a cependant été heureusement comblée par notre regretté collègue Georges Bonifassi, qui a établi un relevé minutieux des personnages, journaux et revues, ouvrages cités, dans son compte-rendu de la revue *La France Latine* (n° 119, 1994, p. 86-90).

Claude MAURON

Constant VAUTRAVERS et Alex MATTALIA, *Les Journaux et les Hommes du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, à Marseille et en Provence*, chez A. Barthélemy éditeur en Avignon, 1994, 259 p.

Le premier mérite de cet excellent ouvrage est son ambition. Les auteurs n'ont pas voulu s'en tenir à la presse marseillaise, bien connue grâce à d'importantes études et à de nombreux mémoires ou diplômes d'étudiants (dont celui de Philippe Séguin sur la presse marseillaise sous la Seconde République). La presse varoise particulièrement originale, la presse vauclusienne qui a ses lettres de noblesse (*Le Courrier d'Avignon*), les presses alpines trouvent naturellement leur place. Qui connaissait, en dehors de quelques érudits locaux, la longue existence du *Journal de Forcalquier* qui a duré jusqu'à la Libération ? Plus grand mérite encore, avoir dominé la richesse d'une presse qui, au fil des années, épouse toutes les tendances, exprime les grandes familles religieuses, intellectuelles, les diverses activités, les diverses nationalités. Nous rencontrons une presse en provençal qui vit difficilement, une presse légitimiste, orléaniste, impérialiste, républicaine, socialiste, anarchiste, antisémite (hélas !). Du fait de l'afflux des étrangers, les journaux en langue étrangère se multiplient eux aussi : presse italienne largement représentée, presse franco-arabe, presse en langue anglaise, presse hellénique, presse arménienne. Il y aura même, ô canular, *La Couronne d'Acier* qui, en 1872, voulut être « Le journal du Roi d'Araucanie et de Patagonie-la Nouvelle France ». Ces petites feuilles (le mot n'a rien de méprisant) ont souvent une influence réelle, tel *Le Bavard* qui, à la Libération, s'assura la collaboration précieuse de Robert Jardillier réfugié à Marseille et sur qui une belle thèse vient d'être soutenue. C'est la presse *tutti frutti* comme l'écrivent avec esprit

nos deux auteurs. Et nous n'avons encore rien dit de la presse de grande information qui apparaît à la fin du Second Empire et dans les premières années de la Troisième République et qui, avec des formes diverses et des titres nouveaux, s'est maintenue jusqu'à nous : *Le Petit Marseillais*, *Le Petit Provençal*, *Le Soleil*, *Le Radical*, *Marseille Matin*, *Le Méridional*, *La Marseillaise* organe du parti communiste, qui fut une puissance pendant quelques années.

Cette énumération, ô combien incomplète, ne laisse jamais dans l'ombre les fortes personnalités qui dirigent la presse ou qui la rédigent, les propriétaires, Bourrageas qui maîtrise un empire, plus tard Gaston Defferre, les journalistes de talent, depuis Ferréol Beugeard dans les temps troublés de la Révolution française, jusqu'à Léon Bancal, en passant par Horace Bertin, de son vrai nom Simon Bense, peintre délicat des *Heures Marseillaises*. Dans cet ouvrage exhautif, les hommes ne sont jamais absents. D'où l'intérêt des pages, proches de nous, consacrées aux luttes sans merci de Bourrageas et de Fraissinet, puis de Fraissinet et de Defferre.

Quelles analyses retenir de préférence à d'autres ? Peut-être celles qui ont trait à la naissance du *Méridional*. A en croire les auteurs, et l'un d'eux est particulièrement bien informé sur ce sujet, Defferre inquiet du succès de *La Marseillaise*, n'aurait pas voulu l'empêcher. Il nous l'avait dit lui-même quand nous écrivions la *Libération de Marseille* et que nous étions allé l'interroger.

Très amusante aussi l'évocation de la censure au début de la Seconde Guerre mondiale qui employa notamment Henri Fluchère et d'autres censeurs de moindre intelligence. Comme toujours, elle manqua son but et les malheurs de la France ne furent pas le fait de ces critiques, pas plus que des autres.

Hors ces temps d'épreuves, la presse marseillaise dans son ensemble et la presse provençale sont des presses de haute tenue morale et intellectuelle. Rappelons que *Le Sémaphore*, rédigé avec un soin et un bonheur particuliers, publie sous le Second Empire *La Lettre écarlate* de Nathaniel Hawthorne, un des plus beaux romans américains, que les grands journaux ont eu longtemps leur poète attitré ou plutôt leur versificateur de service, tel l'inépuisable Clovis Hugues, que Victor Hugo admirait. Les vers ont disparu des quotidiens. Et peut-être la poésie.

Nous en avons assez dit, je pense, pour montrer le mérite exceptionnel de cet ouvrage écrit par deux journalistes qui sont du métier, qui ont du métier, qui ont fait du grand reportage, qui connaissent à fond les faiblesses, les servitudes (la course aux banquets), la grandeur du métier.

Une légère critique, plutôt une suggestion : dans la réédition que nous souhaitons, faire un index des journaux et des journalistes.

Maurice GONTARD, *Histoire de l'Académie d'Aix de 1808 à 1939*, Aix, Publications de l'Université de Provence, 1993, 274 p.

Cet ouvrage posthume du doyen Gontard vient combler une lacune car l'on ne disposait pas sur l'Académie des Sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix des travaux que le siècle passé nous a laissés sur celles d'Arles et Marseille. L'auteur a opté pour un récit très linéaire, sous forme d'annales, à la lecture au demeurant plus aisée qu'un simple répertoire prosopographique et bibliographique des membres. L'on regrette cependant que la vie et l'œuvre de ces derniers n'aient pas fait l'objet de courtes notices, qui auraient rendu de nets services aux historiens.

L'académie aixoise est fille attardée de l'Ancien Régime. Elle dérive d'une société d'agriculture laborieusement créée à Aix en 1779, réorganisée en 1808 par le docteur Gibelin qui la dote d'un programme pluridisciplinaire. Au terme de deux décennies d'un fonctionnement difficile, une ordonnance royale transforme en 1829 cette « société académique » en académie : le choix d'un *numerus clausus* (fixé à trente fauteuils) et d'un statut de groupe semi-fermé ne vise donc pas à contrôler la qualité du recrutement face au succès mais au contraire à assurer la survie de l'association. La nouvelle académie doit encore attendre une génération pour s'assurer une place dans une ville où les activités de l'esprit semblent quelque peu étriquées. A partir du Second Empire néanmoins, puis sous la Troisième république, l'Académie est selon M. Gontard « au zénith ». Deux de ses membres, l'historien et sociologue Charles de Ribbe et le paléo-botaniste Gaston de Saporta, atteignent dans leur spécialité une célébrité qui dépasse largement le cadre aixois. Le handicap géographique que constitue la présence d'académies à Marseille et Toulon est partiellement surmonté par la constitution d'un vivier de membres correspondants et la cooptation d'associés régionaux. L'importance des donations et fondations dont bénéficie l'Académie lui confère une sorte de magistère moral en matière de philanthropie locale et les legs du musée Arbaud et du château de Lourmarin (ce dernier par l'industriel Laurent-Vibert) n'ont guère d'équivalents pour les autres associations provençales du même type. Peut-être doit-on souligner plus que ne le fait l'auteur, l'absence ou le caractère éphémère ou bien discret d'autres sociétés savantes dans la ville pendant l'essentiel de la période, la Société d'études provençales exceptée, dans les premières décennies de notre siècle. A la différence de celle de Marseille, la Société de statistiques aixoise n'a pas duré. Les vingt et un volumes des *Mémoires de l'Académie* (1819-1930) constituent donc avec les *Annales de la Société d'études provençales* la principale publication périodique d'Aix.

L'académie aixoise paraît constituer avant tout un groupe restreint de notables lettrés, unis par une forte sociabilité voire des liens familiaux, où les héritiers de la noblesse de robe d'Ancien Régime cotoient la roture aisée des « propriétaires » et quelques éléments choisis de la bourgeoisie à talents, de la magistrature et de l'université, une évolution numérique au profit de ces derniers étant sensible sur



la longue durée. Les académiciens manifestent un goût affirmé pour les humanités, qui se traduit par ces pièces versifiées de circonstance et ces narrations en forme de bouts-rimés dont ils semblent s'être longtemps délectés. Si l'on excepte l'agriculture et surtout l'histoire locale, qui donnent lieu à des recherches originales, leurs travaux relèvent surtout d'une vulgarisation de bon niveau. L'Académie semble avoir moins pour vocation de rassembler l'*intelligentsia* de la cité que d'accueillir des notabilités localement très enracinées. Il serait donc vain de lui reprocher de n'avoir su coopter Prévost-Paradol, Zola ou Cézanne ou bien tel médiéviste entré depuis à l'Académie française<sup>1</sup>.

L'on regrette que l'ouvrage s'achève en 1939, car il eût été intéressant de suivre l'Académie à travers les mutations démographiques et sociales des quatrième et cinquième républiques, lorsqu'Aix cesse d'être cette « ville endormie » que l'auteur a naguère décrite et que ses universités connaissent un essor sans précédent. Le lecteur qui referme cette chronique attachante se prend à souhaiter que l'Académie ait su tirer parti du développement intellectuel qu'a connu la région aixoise au cours des dernières décennies et en particulier des enrachements électifs nés du hasard des nominations et des carrières. L'exemple de Maurice Gontard, devenu aixois de cœur au terme d'un *cursus* accompli pour l'essentiel outre-mer, pourrait du moins suggérer pareille ouverture.

Régis BERTRAND

---

1. Et a *fortiori* Germain Nouveau. M. Gontard ne semble pas avoir identifié à la p. 198 ce « bohème des lettres devenu saint » qu'un « associé régional » évoquera à l'Académie peu après sa mort, en des termes apparemment très approximatifs, sinon erronés.

## OUVRAGES REÇUS

*Les assemblées d'Etats dans la France méridionale à l'époque moderne.* Actes du colloque organisé par le Centre d'histoire moderne en 1994... recueillis par Anne Blanchard, Henri Michel et Elie Pélaquier. Préface de Jean Béranger. Montpellier : Université Paul Valéry-Montpellier III, 1995, 303 p.

Enrico BASSO, *Genova : un impero sul mare.* Gagliari : Istituto sui rapporti italo-iberici, 1994, 301 p.

*Hommes de Dieu et Révolution en Provence,* dir. B. Cousin. Turnhout (Belgique) : Brepols, 1995. 207 p. (Hommes de Dieu et Révolution).

Adalbert MISCHLEWSKI, *Un ordre*

*hospitalier au Moyen-Age : les chanoines réguliers de Saint-Antoine-en-Viennois.* Traduit par Hermann et Denise Kuhn. Préface de Vital Chomel. Cartes de Beatriz Nora Esperguin. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1995. VIII-217 p., 32 pl. hors texte, cartes (La Pierre et l'écrit).

*XIV congresso di storia della corona d'Aragona (Sassari-Alghero, 19-24 maggio 1990), sul tema : La Corona d'Aragona in Italia (secc. XIII-XVIII).* Volume primo : Relazioni. Sassari, C. Delfino, 1993, 287 p.

Société des Historiens Médiévistes de l'enseignement Supérieur Public. *Miracles, prodiges et merveilles au Moyen-Age.* Paris : Publications de la Sorbonne, 1995, 330 p., 16 pl. hors-texte, ill.